

Publications périodiques

Comptes annuels

BNP PARIBAS HOME LOAN SFH

Société Anonyme à Conseil d'Administration au capital de 285 000 000 €
Siège social : 1, boulevard Haussmann – 75009 Paris
454 084 211 R.C.S. Paris

A. — États financiers de au 31 décembre 2018.**I. — Compte de résultat de l'exercice au 31/12/2018.**

(En Euros)	Notes	31/12/2018	31/12/2017
Intérêts et produits assimilés	2.a	468 243 721	475 224 208
Intérêts et charges assimilées	2.a	-467 447 410	-474 491 448
Revenus des titres à revenu variable			
Commissions (produits)	2.b	1 250 000	1 250 000
Commissions (charges)	2.b	-96 848	-292 413
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation (1)		294	-1
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés			
Autres produits d'exploitation bancaire - F.R.U.	2.c	1 298 498	1 013 122
Autres charges d'exploitation bancaire			
Produit net bancaire		3 248 254	2 703 468
Frais de personnel			
Autres frais administratifs	2.c	-711 899	-593 077
Charges diverses d'exploitation bancaire		-1 298 498	-1 013 122
Dotation aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations corporelles et incorporelles			
Résultat brut d'exploitation		1 237 857	1 097 269
Coût du risque			
Résultat d'exploitation		1 237 857	1 097 269
Gains ou pertes sur actifs immobilisés			
Dotations nettes aux provisions réglementées			
Résultat courant avant impôt		1 237 857	1 097 269
Résultat exceptionnel			
Impôt sur les bénéfices	2.d	-381 591	-368 059
Résultat net		856 266	729 210
(1) Résultat de change			

II. — Bilan au 31 décembre 2018.

(En Euros.)

Actif	Notes	31/12/2018	31/12/2017
Caisse, banques centrales et CCP		1 972	(*) 153
Effets publics et valeurs assimilées			
Créances sur les établissements de crédit	3.a	29 725 149 099	28 734 034 644
Opérations avec la clientèle			
Obligations et autres titres à revenu fixe			
Actions et autres titres à revenu variable			
Participations et autres titres détenus à long terme	3.c		
Parts dans les entreprises liées			
Crédit-bail et location avec option d'achat			
Immobilisations incorporelles			
Immobilisations corporelles			
Actions propres			
Autres actifs	3.b	1 060 552	836 167
Comptes de régularisation	3.d	222 951 534	241 208 351
Total actif		29 949 163 157	28 976 079 315

Passif	Notes	31/12/2018	31/12/2017
Dettes			
Banques centrales et CCP	3.a		
Dettes envers les établissements de crédit	3.a	1 300 004 242	310 003 326
Opérations avec la clientèle			
Dettes représentées par un titre	3.e	28 281 116 206	28 285 729 671
Autres passifs	3.b	73 626	246 303
Comptes de régularisation	3.d	40 871 970	52 715 200
Provisions pour risques et charges			
Dettes subordonnées	3.f	40 032 317	40 036 286
Total dettes		29 662 098 361	28 688 730 785
Capitaux propres	4.b		
Capital souscrit		285 000 000	285 000 000
Prime d'émission			
Réserves		1 072 677	1 036 216
Report à nouveau		135 853	583 104
Résultat de l'exercice		856 266	729 210
Total capitaux propres		287 064 796	287 348 530
Total passif		29 949 163 157	28 976 079 315

Hors bilan	Notes	31/12/2018	31/12/2017
Engagements donnés :			
Engagements de financement			
Engagements de garantie		1 060 552	831 405
Engagements sur titres			
Engagements reçus :			
Engagements de financement			
Engagements de garantie			
Engagements sur titres			
(*) <i>Compte Bancaire Banque de France</i>			

III. — Annexes

1. – Résumé des principes comptables appliqués par BNP PARIBAS HOME LOAN SFH.

Les comptes de BNP Paribas Home Loan SFH sont établis conformément aux principes comptables généraux applicables en France aux établissements de crédit tels que figurant dans le règlement ANC n° 2014-07 du 26 novembre 2014.

Le compte de résultat au 31 décembre 2018 et les notes aux États Financiers afférentes présentent une information comparative au 31 Décembre 2017.

La méthode retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.
Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle. — Les créances sur les établissements de crédit recouvrent l'ensemble des créances, y compris les créances subordonnées, détenues au titre d'opérations bancaires sur des établissements de crédit à l'exception de celles matérialisées par un titre. Elles comprennent également les valeurs reçues en pension, quel que soit le support de l'opération, et les créances se rapportant à des pensions livrées sur titres. Elles sont ventilées entre créances à vue et créances à terme.

Les créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle sont inscrites au bilan à leur valeur nominale augmentée des intérêts courus et non échus.

Dettes représentées par un titre. — Les dettes représentées par un titre sont comptabilisées au coût amorti.
Les primes d'émission ou de remboursement des emprunts obligataires sont amorties selon la méthode actuarielle sur la durée de vie des emprunts.

Instruments financiers dérivés détenus à des fins de couverture. — Suite à l'évolution de la notation de BNP Paribas et conformément à la documentation du programme d'émission, BNP Paribas Home Loan SFH a mis en place le 13 janvier 2012 des contrats de couverture du risque de taux avec BNP Paribas SA dans le cadre de la « *Hedging Strategy* », après avoir obtenu l'accord des agences de notation.
Dans ce cadre,

- les instruments financiers dérivés désignés comme instruments de couverture des actifs et passifs de la Société représentent 120 144 173 € et sont classées en catégorie b), micro-couverture en l'application du règlement ANC n° 2014-07.
- l'instrument financier dérivé de couverture du gisement d'actif en collatéral et son swap miroir, représentant -33 751 006 146 €, ont été classés en catégorie a), positions ouvertes isolées en l'application du règlement ANC n° 2014-07 et constituent un ensemble homogène.

Les swaps détenus ne le sont qu'à des fins de couverture.

Les produits et charges relatifs aux instruments financiers dérivés à terme utilisés à titre de couverture, affectés dès l'origine à un élément ou à un ensemble homogène d'éléments identifiés, sont constatés dans les résultats de manière symétrique à la prise en compte des produits et des charges sur les éléments couverts et sous la même rubrique comptable.

Les charges et produits relatifs aux instruments financiers à terme ayant pour objet de couvrir et de gérer un risque global de taux d'intérêt sont inscrits au prorata temporis au résultat.

Enregistrement des produits et des charges. — Les intérêts et commissions assimilées sont comptabilisés pour leur montant couru, constatés prorata temporis.

Les commissions non assimilées à des intérêts et correspondant à des prestations de services sont enregistrées à la date de réalisation de la prestation ou de façon proratisée sur la durée du service rendu lorsque celui-ci est continu.

Les charges et les produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération.

Opérations en devises. — Les créances et dettes, libellés en devises sont évaluées au cours de change au comptant à la clôture de l'exercice.

La conversion de ces opérations libellées en devises aux dates d'arrêté dégage un écart constaté au compte de résultat.

Les produits et charges libellés en devises, relatifs à des prêts ou des emprunts sont enregistrés dans des comptes de produits et de charges ouverts dans chacune des devises concernées, les conversions s'effectuant aux dates d'arrêté mensuel.

Informations relatives aux transactions entre parties liées. — Compte tenu de l'activité de la société et de son lien capitalistique (filiale détenue à 99,99% par BNP Paribas SA), les obligations de l'ANC n° 2014-07 sur la présentation des informations sur les parties liées ne sont pas applicables.

Régime d'intégration fiscale. — BNP Paribas Home Loan SFH est intégrée au groupe fiscal France dont la tête de groupe est BNP Paribas depuis le 01/01/2005.

En matière d'impôt sur les sociétés, conformément aux termes de la convention d'intégration fiscale, l'impôt est déterminé par la filiale, comme en l'absence d'intégration fiscale.

Le montant ainsi calculé, déduction faite des avoirs fiscaux et crédits d'impôts éventuels, est dû à la société mère, BNP PARIBAS SA. Consolidation

Les comptes de la société BNP Paribas Home Loan SFH sont inclus suivant la méthode de l'intégration globale dans les comptes consolidés de BNP Paribas S.A.

Informations générales :

— Dans le cadre des émissions des obligations de financement de l'habitat, BNP Paribas a mis en collatéral au profit de BNP Paribas Home Loan SFH un gisement de prêts immobiliers pour un montant de 33 751 006 146 € au 31 Décembre 2018.

Ce gisement est utilisé à hauteur de 31 574 632 464 € au titre des émissions existantes.

— Suite à l'évolution de la notation de BNP Paribas et conformément à la documentation du programme d'émission, BNP Paribas Home Loan SFH a mis en place le 13 janvier 2012 des contrats de couverture avec BNP Paribas SA dans le cadre de la « *Hedging Strategy* », après avoir obtenu l'accord des agences de notation.

La société a son siège social en France et n'a aucune succursale ou filiale, conformément aux dispositions de l'article L.513-29 du Code monétaire et financier, implantées à l'étranger et y compris dans des États non coopératifs.

2. Notes relatives au compte de résultat au 31/12/2018.

2.a. Marge d'intérêts. — BNP Paribas Home Loan SFH, présente sous les rubriques « Intérêts et produits assimilés » et « Intérêts et charges assimilés » la rémunération déterminée des instruments financiers évalués au coût amorti.

(En Euros)	31/12/2018		31/12/2017	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Établissements de crédit	468 243 721	-7 215 863	475 224 208	-7 855 374
Comptes à vue, prêts et emprunts	468 243 721	-7 215 863	475 224 208	-7 855 374
Dettes représentées par un titre		-460 231 548		-466 636 075
Obligations		-459 448 124		-465 856 255
Dettes subordonnées à terme		-783 423		-779 820
Produits et charges d'intérêts	468 243 721	-467 447 410	475 224 208	-474 491 448

Les produits et charges d'intérêts sur les dérivés de couverture sont présentés avec les revenus des éléments dont ils contribuent à la couverture des risques

2.b. Commissions :

(En Euros)	31/12/2018		31/12/2017	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Opérations bancaires et financières	1 250 000	-96 848	1 250 000	-292 413
Opérations sur titres	1 250 000	-96 848	1 250 000	-292 413
Produits et charges de commissions	1 250 000	-96 848	1 250 000	-292 413

(En Euros)	31/12/2018		31/12/2017	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	294			-1
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	294			-1

2.c. Charges générales d'exploitation & produits divers d'exploitation :

(En Euros)	31/12/2018	31/12/2017
Autres frais administratifs	-711 899	-593 077
Rémunération d'intermédiaires	-662 164	-528 423
Impôts et taxes	-49 735	-64 654
Total frais généraux	-711 899	-593 077
Fonds de garantie et (F)onds de (R)ésolution (U)nique (1)	-1 298 498	-1 013 122
Total des Charges diverses d'exploitation bancaire	-1 298 498	-1 013 122
<i>(1) Reclassement de la contribution au FRU en charges diverses d'exploitation bancaire</i>		

(En Euros)	31/12/2018	31/12/2017
Produits divers d'exploitation	1 298 498	1 013 122
Autres produits divers d'exploitation (1)	1 298 498	1 013 122
<i>(1) Règlement européen n°806/2014 du Fonds de Résolution Unique. Appel de fonds 2018 pour 1 298 498 avec refacturation à BNP PARIBAS conformément à la Fee Letter 2018</i>		

2.d. Impôt sur les bénéfices :

(En Euros)	31/12/2018	31/12/2017
Impôts courants de l'exercice	-381 591	-368 059
Impôt sur les bénéfices	-381 591	-368 059

3. – Notes relatives au bilan au 31/12/2018.

3.a. Créances et dettes envers les établissements de crédits :

(En Euros)	31/12/2018	31/12/2017
Prêts et créances	29 725 149 099	28 734 034 644
Comptes ordinaires débiteurs	13 547 994	14 049 501
Comptes à terme et prêts	29 711 601 105	28 719 985 142
Prêts et créances sur les établissements de crédit	29 725 149 099	28 734 034 644
Dont créances rattachées	285 418 536	285 355 124

(En Euros)	31/12/2018	31/12/2017
Comptes ordinaires créditeurs	0	0
Dettes et emprunts	1 300 004 242	310 003 326
Dettes envers les établissements de crédit	1 300 004 242	310 003 326
Dont dettes rattachées (1)	0	0
<i>(1) Le taux d'intérêts sur collatéral étant négatif, les intérêts ont été rattachés à l'actif en 2019 comme 2018</i>		

3.b. Autres actifs et autres passifs :

(En Euros)	31/12/2018	31/12/2017
Débiteurs divers	1 060 552	836 167
<i>Dont (F)onds de (R)ésolution (U)nique</i>	1 060 552	831 405
Autres actifs	1 060 552	836 167
Créditeurs divers	73 626	246 303
Autres passifs	73 626	246 303

Au 31/12/2018, aucune dette fournisseur ne figurait dans les comptes de la société BNP Paribas Home Loan SFH

3c. Comptes de régularisation :

(En Euros)	31/12/2018	31/12/2017
Produits à recevoir	793 620	2 006 679
Autres comptes de régularisation débiteurs	222 157 914	239 201 671
Charges constatées d'avance	222 157 914	239 201 671
Comptes de régularisation - actif	222 951 534	241 208 351
Charges à payer	1 011 000	1 324 099
Autres comptes de régularisation créditeurs	39 860 970	51 391 101
Produits constatés d'avance	39 860 970	51 391 101
Autres comptes de régularisation		
Comptes de régularisation - passif	40 871 970	52 715 200

Les comptes de régularisation à l'actif incluent les primes de remboursements restant à étaler sur les obligations zéro coupon pour 194.4 M€ en 2018 (202.4 M€ en 2017).

3.d. Dettes représentées par un titre :

(En Euros)	31/12/2018	31/12/2017
Obligations	28 041 244 563	28 039 692 013
Dettes rattachées	239 871 643	246 037 658
Dettes représentées par un titre	28 281 116 206	28 285 729 671

3.e. Dettes subordonnées :

(En Euros)	31/12/2018	31/12/2017
Dettes subordonnées remboursables	40 000 000	40 000 000
Dettes rattachées	32 317	36 286
Dettes subordonnées	40 032 317	40 036 286

4. – Informations complémentaires.

4.a. Évolution du capital en euros :

	Nombre de titres				Valeur nominale
	à l'ouverture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	à la clôture de l'exercice	
Actions ordinaires	28 500 000			28 500 000	10 euros
Actions amorties					
Actions à dividendes prioritaire sans droit de vote					
Actions préférentielles					
Parts sociales					
Certificats d'investissement					

4.b. Variation des capitaux propres :

(En Euros)	31/12/2017	Augmentations de postes	Diminutions de postes	31/12/2018
Capital	285 000 000			285 000 000
Primes démission				
- Réserve légale	1 036 216	36 460		1 072 677
Report à nouveau	583 104	-447 251		135 853
Résultat de l'exercice	729 210	856 266	-729 210	856 266
Capitaux propres	287 348 530	445 475	-729 210	287 064 796

4.c. Notionnel des instruments financiers :

(En Euros)	31/12/2018	31/12/2017
Instruments dérivés de cours de change	240 288 346	240 288 346
Instruments dérivés de taux d'intérêt		
Instruments financiers à terme sur marché de gré à gré	240 288 346	240 288 346

La valorisation nette des swaps au 31/12/2018 est nulle

La PV des issuers swaps avant prise en compte des borrowers swaps sur les émissions est au 31/12/2018 de : 19 179 991

4.d. Échéances des emplois et des ressources :

(En Euros)	Durée restant à courir				Total
	Jusqu'à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	
Emplois :					
Créances à vue	13 549 966	0	0	0	13 549 966
Créances à terme	2 625 000 000	3 600 000 000	13 183 182 569	10 018 000 000	29 426 182 569
Ressources :					
Dettes envers les établissements de crédit	1 300 000 000				1 300 000 000
Dettes représentées par un titre	1 000 000 000	3 600 000 000	13 183 182 568	10 258 061 995	28 041 244 563
Opérations avec la clientèle					
Dettes subordonnées			15 000 000	25 000 000	40 000 000

Tableau des résultats des 5 derniers exercices

Nature des indications	31/12/2014	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2017	31/12/2018
Situation financière en fin d'exercice					
Capital social	285 000 000	285 000 000	285 000 000	285 000 000	285 000 000
Nombre d'actions ordinaires existantes	28 500 000	28 500 000	28 500 000	28 500 000	28 500 000
Nombre d'obligations convertibles en actions	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
Résultat global des opérations effectives					
Produit net bancaire	1 629 368	2 134 976	2 335 795	2 703 795	3 248 254
Bénéfice avant impôts, amortissements et provisions	808 228	149 842	499 583	1 097 269	1 237 857
Impôt sur les bénéfices	-297 442	-56 813	-166 265	-368 059	-381 591
Bénéfice après impôts, amortissements et provisions	510 786	93 029	333 318	729 210	856 266
Montant des bénéfices distribués	570 000			1 140 000	855 000*
Résultat des opérations réduit à une seule action					
Bénéfice après impôts, mais avant amortissements et provisions	0,02	-0,00	0,01	0,03	0,03
Bénéfice après impôts, amortissements et provisions	0,02	-0,00	0,01	0,03	0,03
Dividende versé à chaque action	0,02	0	0	0,04	0,03
Personnel					
Nombre de salariés	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
Montant de la masse salariale	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (Sécu. Soc. Œuvres sociales)	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant

(*) Sous réserve de l'approbation par l'Assemblée Générale du 15 avril 2019

IV. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels.

(Exercice clos le 31 décembre 2018.)

À l'assemblée générale de la société BNP PARIBAS HOME LOAN SFH,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société BNP PARIBAS HOME LOAN SFH relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L.823-19 du code de commerce.

Fondement de l'opinion*Référentiel d'audit*

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous devons porter à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Nous avons déterminé qu'il n'y avait pas de point clé d'audit à communiquer dans notre rapport.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires à l'exception du point ci-dessous.

La sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-4 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L. 225-37-3 et L. 225-37-4 du code de commerce.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L. 225-37-3 sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, l'exactitude et la sincérité de ces informations appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport sur le gouvernement d'entreprise, ces informations n'incluent pas les rémunérations et avantages versés par BNP Paribas S.A. aux mandataires sociaux concernés, au titre de leurs fonctions de salariés de BNP Paribas S.A., si ceux-ci n'y exercent pas également de mandats sociaux.

Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires*Désignation des commissaires aux comptes*

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société BNP PARIBAS HOME LOAN SFH par l'assemblée générale du 18 septembre 2006 pour le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit et du 12 septembre 2012 pour le cabinet Deloitte & Associés

Au 31 décembre 2018, Deloitte & Associés était dans la 7ème année de sa mission sans interruption et PricewaterhouseCoopers Audit dans la 13e année, dont 2 années depuis que votre société est entrée dans le périmètre des entités d'intérêt public tel que défini par les textes européens

Responsabilités de la Direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L.823-19 du code de commerce de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des Commissaires aux comptes relatives à l'audit des Comptes annuels*Objectif et démarche d'audit*

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au Conseil d'administration exerçant les missions du Comité spécialisé visé à l'article L.823-19 du Code de commerce

Nous remettons un rapport au conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L.823-19 du code de commerce qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L.823-19 du code de commerce, figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour

l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L.823-19 du code de commerce la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L.823-19 du code de commerce des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Neuilly-sur-Seine et Paris - La Défense, le 29 mars 2019

Les commissaires aux comptes :

PricewaterhouseCoopers Audit :

Ridha Ben CHAMEK ;

Deloitte & Associés :

Laurence DUBOIS.